

|  |  |
| --- | --- |
| **CAMEROUN : Rapport Sur Les Droits Humains**  **Février 2021** | Ce rapport donne un aperçu des violations des droits humains qui ont été perpétrées au Cameroun en Février 2021. Le rapport se concentre sur les violations survenues dans le cadre des grandes crises sécuritaires dans le pays, notamment la crise anglophone dans le Nord-Ouest et les régions du Sud-Ouest et le conflit Boko Haram.  **STAND UP FOR CAMEROON** |

**Stand Up For Cameroon** est une dynamique de partis politiques, d'organisations de la société civile et de citoyens camerounais qui vise à fédérer les acteurs autour d'une transition politique afin de reconstruire l'État et de construire une nation qui respecte les principes de justice, d'équité et de droits de l'homme.

Avec ce rapport basé sur le travail exceptionnel effectué par les organisations de la société civile au Cameroun et à l'étranger, nous avons l'intention de fournir un rapport global qui informe le peuple camerounais et sert d'outil de plaidoyer aux niveaux national et international pour mettre fin aux violations des droits humains au Cameroun.

Douala, Février 2021

Contact : [standforcameroon@gmail.com](mailto:standforcameroon@gmail.com) (+237) 656 / 607 / 414

# TABLE DES MATIERES

[TABLE DES MATIERES 2](#_Toc66122911)

[Introduction 3](#_Toc66122912)

[Contexte 3](#_Toc66122913)

[1. Violations des droits civils et politiques (dans les régions en crise et ailleurs) 7](#_Toc66122914)

[2. Violations des droits économiques, sociaux et culturels : Les déguerpissements forcés 14](#_Toc66122915)

[3. Présentation de graves dossiers d’impunité 18](#_Toc66122916)

[ Massacre de Ngarbuh : Où en sommes – nous un an après ? 18](#_Toc66122917)

[ Violations massives des droits de l’Homme à EBAM 21](#_Toc66122918)

[ Les émeutes de Février 2008 22](#_Toc66122919)

[4. ALERTE !!! : 24](#_Toc66122920)

[Nouvelle Commission des droits de l’Homme du Cameroun (CDHC) : Mauvais départ et signes peu rassurants pour le respect des droits humains 24](#_Toc66122921)

[5. Domaines d’actions urgents et prioritaires 26](#_Toc66122922)

[ Domaines d’actions urgents pour les autorités camerounaises 26](#_Toc66122923)

[ Domaines d'action urgents relatifs aux groupes armés en lutte contre l'Etat du Cameroun 28](#_Toc66122924)

[ Domaines d'action urgents pour les organisations internationales et les pays partenaires de l'état du Cameroun 29](#_Toc66122925)

[ Domaines d’action urgents pour les citoyens camerounais 29](#_Toc66122926)

## Introduction

Ce deuxième rapport sur la situation des droits humains au Cameroun poursuit l'objectif de rendre compte de la manière la plus exhaustive que nous le pouvons, mensuellement. Dans cette perspective de suivi, de documentation et du reporting des faits de violence et des violations des droits humains, ce rapport est rédigé conjointement par des organisations de la société civile et des partis politiques camerounais.

Le Groupe de Travail de Stand Up For Cameroon sur les Violations des Droits Humains en collaboration avec d’autres acteurs et organisations de défense des droits Humains a produit ce deuxième rapport sur la période allant du 1er au 28 février 2021 au Cameroun. Il vient en complément au premier rapport qui présente un résumé de la situation des droits humains au Cameroun en 2020 ainsi que la situation de janvier 2021.

Ce deuxième rapport présente quelques spécificités :

* Il revient sur le mois sanglant de février 2008, un moment de graves violations des droits humains dans l’histoire du Cameroun
* Il revient sur la tuerie de Ngarbuh qui a eu lieu le 14 février 2020. Événement qui est resté gravé dans les cœurs et esprits des camerounais
* Il présente le cas de viol en masse et des tortures d’Ebam qui a eu lieu en mars 2020, mais dont le premier rapport a été produit par Human Rights Watch en février 2021

Le rapport couvre le conflit armé dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, les affrontements entre l’armée du Cameroun et la secte islamiste Boko Haram dans les régions septentrionales, le conflit armé en République Centre Africaine qui touche la région de l’Est. Ce rapport commence aussi à toucher les autres régions et localités qui ne sont pas dans le champ direct de conflit, mais qui sont non moins touchées par les violences et les violations des droits humains. La particularité de ce rapport, c’est le choix fait par le groupe de travail, de mettre en évidence désormais tous les mois, un cas de violation spécifique qui mérite une attention particulière.

Pour le mois de février, l’attaque de la localité de Ngarbuh notamment le procès y relatif sera le Focus.

## Contexte

Depuis plusieurs années maintenant le Cameroun connaît des fortes tensions politiques, économiques et sociales. L’année 2017 peut être considérée comme la période où l’on a atteint le pic de ces tensions avec la triple crise sécuritaire : Boko Haram, Crise Anglophone, retombées du conflit RCA ; et l’entrée dans le cycle électoral. Malgré le fait que le cycle électoral soit bouclé et que les crises sécuritaires entrent dans une durée moyenne à longue, la tension au Cameroun demeure forte. Le mois de février 2021 a connu sa cohorte des moments forts au plan social, culturel et politique.

Février 2021 est marqué par plusieurs faits :

***Sur le plan économique et social :***

Le football, avec la clôture du CHAN (Championnat d’Afrique des Nations) qui a vu naître des tensions entre la délégation de football de la RDC et le Cameroun autour des faux résultats des tests Covid19, la bataille autour du contrôle de fédération Camerounaise de football ou deux groupes se battent chacune brandissant les décisions et contre décision de la FIFA et du TAS.

Ensuite les projecteurs de l’actualité se sont posés sur de gros soupçons de détournement suite à une note de décision d’emprunt d’une somme de 55 milliards et de 88,8 milliards pour la finalisation du complexe sportif d’Olembe et la sortie Est de Yaoundé.

***Dans le domaine des droits humains :***

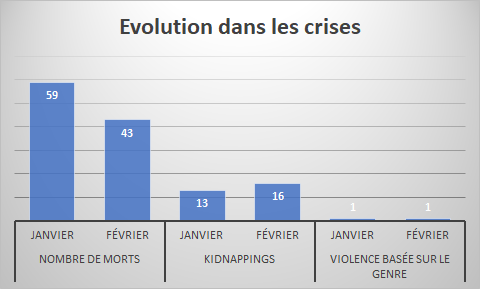
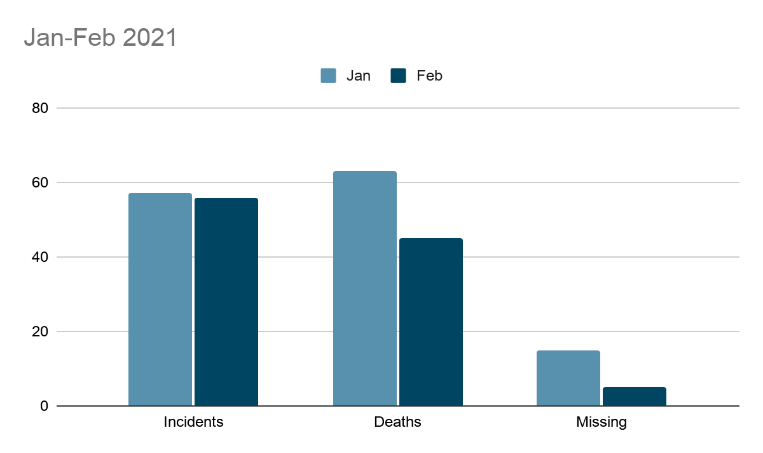
Les décrets rendant effectif la nouvelle configuration de l’institution nationale des droits humains, ainsi que la nomination de ses membres ont été publiés le 19 février 2021. Le CNDHL (Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés) a passé le relais à la CDHC (Commission Nationale des Droits de l’Homme du Cameroun). Ce qui aurait pu être un non-évènement s’est finalement imposé comme objet de grand débat notamment dans les milieux des organisations de la société civile travaillant dans le domaine des droits humains.

Le groupe de travail du Stand Up For Cameroon sur les Droits Humains a observé que la mise en place de la nouvelle commission des droits de l’Homme a mis en évidence plusieurs problèmes. Des problèmes de conformité avec les instruments internationaux ratifiés par le Cameroun, des problèmes de dépendance sur l’Exécutif, des problèmes relatifs à son pouvoir d’action. Ces problèmes ont été soulignés au moment de l’adoption de la loi en juillet 2019 par la majorité des organisations de défense des droits de l’homme. En ce mois de février 2021, avec les décrets portant nomination des membres de la commission, on a aussi pu observer des problèmes relatifs au processus de nomination ainsi qu’au profil des personnes choisies. Les différentes réserves à ce sujet sont exprimées en fin de rapport.

Le mois de février 2021 a malheureusement vu la poursuite des exécutions sommaires et des actes de tortures, traitements inhumains et dégradants, les cas les plus saillants étant l’exécution des quatre chefs traditionnels le 13 février dans la localité de Essoh-Attah région du Sud-ouest et la mort d’un vigile Daniel César Kelbert au lieu-dit PK14 à Douala, de suites de torture, coups et blessures infligés par des gendarmes et la torture de Jean Fai à Ndu dans les locaux de la mairie par des forces de l’ordre avec bastonnade par machette.

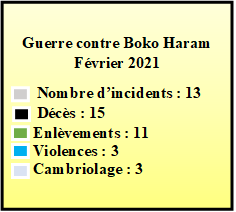
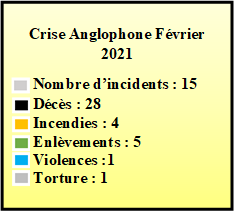
Des faits qui nous rappellent d’autres antérieures, qui n’ont jamais connu de suite adéquate en termes d’identification des auteurs, de réparation, et de changement dans les politiques et la culture des forces armées camerounaises. Douala, Zélévet, Achigachiya, Ngarbuh, Ebam, Mautu… La liste est tristement longue et février 2021 n’a pas fait exception.

C’est dans cet environnement teinté de souvenir macabres, douloureux et d’une quotidienneté d’actualités de violence et de violation des droits de l’homme que le Groupe de Travail du SUFC s’est attelé à surveiller, collecter et documenter les violences et les violations des droits Humains pour le rapport No.2 de l’année 2021.

**Statistiques entre janvier et février 2021**

Source: [www.katika237.com](http://www.katika237.com)

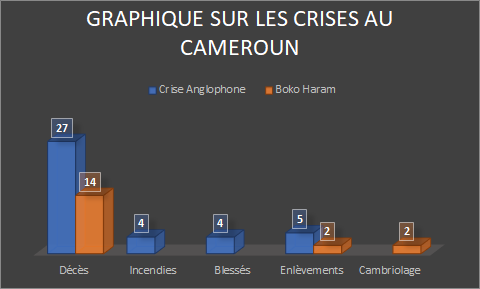
|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Janvier** | | **Février** | |
| **Nombre de morts** | Au moins 59 | | Au moins 43 | |
| 32 – Crise Anglophone | 27 – Guerre contre Boko Haram | 28 – Crise Anglophone | 15- Guerre contre Boko Haram |
| **Kidnappings** | Au moins 13 dans la crise anglophone | | Au moins 16 personnes | |
| 05- Crise Anglophone | 11 - Boko Haram |
| **Violence basée sur le genre** | Au moins 318 cas dans le Nord Ouest et Sud Ouest | | 01 cas dans la crise anglophone  01 cas dans la région de l’Ouest  \*Attente des données de OCHA | |

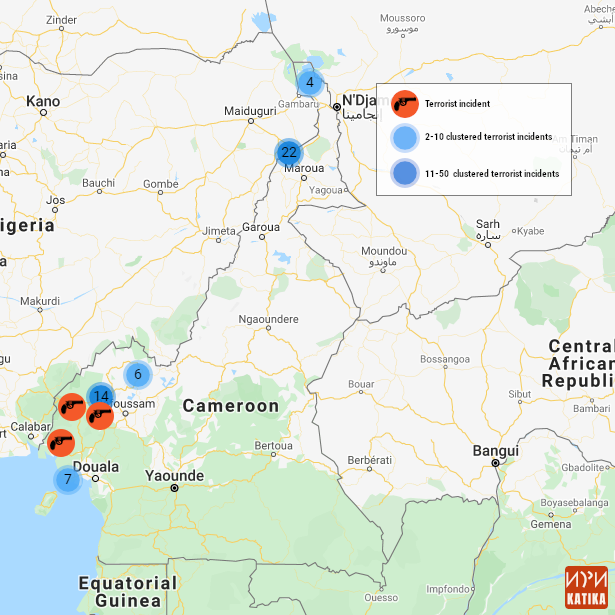
**Statistiques sur les violations des droits humains au Cameroun en février**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nombre d’incidents répertoriés : 35** | | | | |
| **Incidents** | **Nombre Total** | **Anglophone Crisis** | **Boko Haram** | **Autres villes** |
| **Deaths** | **43 personnes** | 28 personnes | 15 personnes |  |
| **Fires** | **04** | 04 cases |  |  |
| **Kidnappings** | **16** | 05 personnes | 11 personnes |  |
| **Violences** | **07 cas** | 01 cas | 03 cas | 03 cas à Douala et Foumban |
| **Tortures** | **01 cas** | 01 cas |  |  |
| **Arbitrary Arrests** | **03 cas** |  |  | 03 cas à Douala |

|  |  |
| --- | --- |
| **Nombre d’incidents : 15** | |
| **Incidents** | **Chiffres Figures** |
| **Décès**  **Deaths** | Au moins :   * 04 chefs traditionnels ont été tués, * 06 forces de sécurité tuées * 07 séparatistes morts * 12 civils morts |
| **Incendies** | Au moins   * 02 maisons incendiées * 01 chefferie incendiée * 01 école incendiée |
| **Blessés** | Au moins   * 01 soldat blessé * 03 civils blessés |
| **Enlèvements** | Au moins 05 Chefs traditionnels enlevés |

|  |  |
| --- | --- |
| **Number of Incidents : 13** | |
| **Incidents** | **Chiffres Figures** |
| **Décès** | Au moins   * 05 civils * 10 assaillants Boko Haram |
| **Cambriolage** | Au moins 04 cambriolages enregistrés |
| **Enlèvements** | Au moins 11 personnes enlevées par Boko Haram |
| **Violences** | 03 |





Data source: [www.katika237.com](http://www.katika237.com)

## Violations des droits civils et politiques (dans les régions en crise et ailleurs)

Le conflit armé dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun continue de ravager la vie de civils innocents, de séparatistes armés et des forces armées. Le mois de février a été marqué par plusieurs évènements qui ont entraîné des pertes en vies humaines. Pour plusieurs de ces cas, des enquêtes ont été ouvertes . Plus de 4000 personnes ont déjà perdu la vie dans cette crise depuis 2016 et le bilan des victimes s'alourdit de jour en jour. Du côté de Boko Haram, on a enregistré plusieurs cas d’incursions de la secte djihadiste dans des localités frontalières du Nigeria qui ravivent la peur de la population, et plusieurs cas de déces du coté des civils.

|  |  |
| --- | --- |
| **Tueries dues à un conflit[[1]](#footnote-1)** | |
| **Date et lieu** | **Description** |
| 25 février 2021, Village Madagascar, Arrondissement de Petté, Département du Diamaré, Région de l’Extrême Nord | Après le passage de Boko Haram avec pillage des biens dans le village Madagascar, un homme a été retrouvé mort, transpercé par une lance et abandonné dans l’eau. |
| 25 février 2021, Ngembisa, Commune de Oku, Département de Bui, Région du Nord-Ouest | Deux civils ont été tués et des maisons incendiées lors d'un raid militaire dans le village. |
| 23 février 2021, Tubah, Arrondissement de Bamenda 3e, Département de la Mezam, Région du Nord-Ouest | Les cadavres de deux hommes ont été retrouvés sur la route de Bambili. Ces hommes sont des présumés séparatistes et auraient été tué lors d’un affrontement entre les militaires et les forces séparatistes |
| 17 février 2021. Commune de Yagoua, Département de Mayo-Danay, Région de l’Extrême Nord | Un militant de Boko Haram a été tué par un groupe d'autodéfense à l'entrée de Kolofata. Les locaux attestent qu'il était armé d'un fusil Kalachnikov et d'un couteau marchant à pied en provenance de Yagoua et se dirigeant vers le Mont Grea. |
| 15 février 2021, Commune de Kumbo, Département de Bui, Région du Nord-Ouest. | Le capitaine militaire Thiery Engbwe aurait été tué par des combattants séparatistes. Ils auraient été pris en embuscade. |
| 14 février 2021, Bekora Barombi, Commune d’Ekondo Titi, Departement de Dia, Sud-Ouest Region, | Des soldats du 21è Bataillon des fusiliers marins d’Ekondo, dans le Sud-Ouest, sont tombés dans une embuscade tendue par un groupe armé séparatiste aux environs de 11h. Il y a eu trois morts et un blessé grave. |
| 14 février 2021, Commune de Mozogo, Département du Mayo-Tsanaga, Région de l’Extrême Nord | 04 éléments de Boko Haram ont été tués et 02 autres arrêtés par les gendarmes de la localité d'Assighassia en collaboration avec un groupe de vigilance. Ils ont été surpris en train de voler des feuilles de métal dans des maisons abandonnées à la frontière avec le Nigéria. Les 04 hommes tués étaient des adultes armés de tire-clous, tandis que les 02 arrêtés étaient des garçons d'environ 12 ans. |
| 13 février 2021, Essoh-Attah, Arrondissement de Fontem , Département du Lebialem Région du Sud- Ouest | Quatre dirigeants traditionnels : les chefs Fuaminkeng, Fiancé Aleh, Fuajijong et Fuawehnsuoh ont été enlevés et tués par des personnes soupçonnées d'être des combattants sécessionnistes actifs dans l'arrondissement de Fontem. Les 4 chefs ont été enlevés avec d’autres personnes qui sont pour le moment introuvables. |
| 12 février 2021, Amchidé, Arrondissement de Kolofata, Department Mayo-Sava, Région de l’Extrême Nord | Goni Idressa, un devin de 70 ans, a été assassiné par des combattants de Boko Haram dans sa maison vers 3 heures du matin. Les habitants soupçonnent un cas de règlement de compte avec des éléments de Boko Haram. |
| 11 février 2021, Arrondissement de Batibo , département de MOMO, Région du Nord-Ouest | Image faisant le tour des réseaux sociaux montrant un civil, tenant dans ses bras un enfant calciné, qui a vraisemblablement trouvé la mort dans une maison incendiée. Selon des sources sécessionnistes, la maison aurait été brûlée par des forces armées. L’armée a publié un communiqué stipulant que l'enfant aurait été brûlé dans le cadre d’une lutte interne entre les factions sécessionnistes ADF (Ambazonia Defense Forces) de Cho Ayaba et SOCADEF (Southern Cameroon Defense Forces) de Ebenezer Akwanga. |
| 10 février 2021, Gancé, Arrondissement de Kolofata, Département du Mayo-Sava, Région de l’Extrême Nord | Trois militants de Boko Haram ont été tués et trois autres ont été arrêtés par l'intervention de la Force Multinationale Mixte. Cela s'est produit vers 21h20 avec des biens matériels emportés. |
| 09 février 2021, Gancé, Arrondissement de Kolofata, Département du Mayo-Sava, Région de l’Extrême Nord | 02 militants de Boko Haram ont été tués par les militaires de Gancé lors d'une embuscade le long de Doublé - Tchakamari. Cela s'est produit vers 22h42, alors que les insurgés étaient surpris en train de voler (couvertures, nattes et vêtements) dans 3 maisons. |
| 08 février 2021, commune de [Mbongé, Département de la Meme](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mbonge), Région du Sud-Ouest | Des soldats camerounais ont tué cinq séparatistes armés soupçonnés d’avoir mené une opération qui a tué sept écoliers à Kumba en octobre 2020, selon un communiqué publié mercredi par le porte-parole de l’armée, Atonfack Guemo. Parmi les personnes prises en embuscade à Mbalangi sur la route Kumba - Buea vers 6h du matin, se trouvaient trois grands combattants séparatistes, Ambe Augustin alias "General Above the Law" (également appelé "Mirror"), commandant du séparatiste milice appelée «Fako-Meme Black Tar Council», et Wache Celestine alias «T-Boy» |
| 06 février 2021, quartier Ntankah, Arrondissement de Bamenda II, Département du Mezam, Région du Nord-Ouest | Le 06 février, après avoir bouclé Ntankah, l'armée dit avoir tué 04 séparatistes et libéré des otages parmi lesquels 02 élèves. Ils auraient saisi des pistolets automatiques, des kalachnikovs, des fusils de fabrication artisanale, des munitions, téléphones portables, des gris-gris, de la drogue... |
| 01 au 02 février 2021 Mayo-Moskota, Département du Mayo -Tsanaga , Région de l’Extrême-Nord | Jean Fidi a été massacré par des éléments de Boko Haram. Ils l'ont surpris dans son sommeil lors de la fouille systématique des concessions à Koza. Il était étudiant à l'Université de Ngaoundéré |
| 01 février 2021, Commune de Mora, Département du Mayo-Sava, Extrême-Nord | 02 personnes, Papa Ndoula Jean et Vigue Gougala ont été tués et le bétail (bœuf, moutons et chèvres) emporté par des éléments de Boko Haram lors d'une attaque à Kassa (canton Podoko-Centre) |
| 31 janvier 2021, Nseh, commune de Nkum, Département du Bui, Région du Nord-Ouest | Trois civils auraient été tués par l'armée camerounaise et inhumés début février à Semndzen, une localité du village de Nseh. (Ces personnes n’ont pas été inclus dans le rapport de janvier) |

Aussi bien les militants Boko Haram que les combattants séparatistes armés continuent d'user des enlèvements comme source de revenus, pour le recrutement et comme outil pour semer la terreur auprès des populations de la localité et en prendre le contrôle. Voici quelques exemples d'enlèvements.

|  |  |
| --- | --- |
| **Enlèvements[[2]](#footnote-2)** | |
| **Date et lieu** | **Description** |
| 17 février 2021. Village Kerawa, Commune de Kolofata, Département du Mayo-Sava, Région de l’Extrême-Nord | 02 jeunes hommes ont été enlevés dans leurs fermes par des éléments de Boko Haram. |
| 14 février 2021, Kom,Commune de Nwa, Département de Boyo Division, Région du Nord-Ouest | Plusieurs sources affirment que des séparatistes armés ont enlevé le Chef suprême des Kom autour de Fujua à Fundong alors qu'il rentrait de Njinikom où il avait pris part à une messe d'action de grâce.  Le Fon, selon des sources, a été enlevé au motif qu'il avait autorisé les forces de l'État à le garder en direction et en provenance de cette messe d'action de grâce à Njinikom. Il lui ai reproché également d'avoir fait une escale au domicile de Denis Awoh Ndang, Maire de Fundong.  La population Kom se serait mobilisée après l'enlèvement du Fon vers 21h00 et a pris d'assaut le camp d'Amba à Abuh, forçant les séparatistes à le libérer.  Les séparatistes n'auraient garanti au Fon sa protection que s'il cesse d'avoir quoi que ce soit à voir avec les autorités de l'État. |
| 02 février 2021, Commune de Touboro, Département du Mayo-Rey, Région du Nord | Yaouba Abdoul-Aziz, cadre de l’Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP), a été enlevé par un groupe de 06 personnes armées, alors qu’il supervisait les travaux dans ses plantations de coton. |
| 17 février 2021. Village Kerawa, Commune de Kolofata, Département du Mayo-Sava, Région de l’Extrême-Nord | 02 filles enlevées par des éléments présumés de Boko Haram vers 01h00 du matin. |

Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, aussi bien les séparatistes armés que les forces armées nationales sont accusés d'incendie des propriétés notamment des écoles, des maisons et des marchés. Ces incendies provoquent un climat de terreur et d'insécurité dans toutes les zones de conflit.

|  |  |
| --- | --- |
| **Incendies[[3]](#footnote-3)** | |
| **Date et lieu** | **Description** |
| 09 février 2021, Kungi, Commune de Nkambe, Département du Donga-Mantung, Région du Nord-Ouest | Des séparatistes présumés ont incendié un bloc entier de salles de classe à l'école catholique, à deux kilomètres de la ville de Nkambe vers 2 heures du matin mardi. |
| 02 février 2021, Village Moundenck , Commune de Mombo,Département du Moungo, Région du Littoral | Une chefferie traditionnelle incendiée par des séparatistes dans le district de Mombo dans le Littoral. Les hommes armés ont fait irruption au village Moundenck. La localité paie le prix de sa proximité avec la région du Sud-Ouest actuellement en crise |

D’après le rapport de l'OCHA du 1er mars 2021, dans la période du 1er au 31 janvier 2021, 318 cas de violences basées sur le genre ont été enregistrés concernant les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La violence sexuelle représente 40 % des cas signalés. 87 % des survivants sont des femmes, 43 % des enfants et 6 % des personnes handicapées.

En février 2021, les autres sources rapportent seulement deux cas de VSBG. La source OCHA est beaucoup plus fiable dans la mesure où l’organisation travaille avec des ONG spécialisées donnant des services aux survivantes. Ce rapport fera une mise à jour systématique au fur et à mesure que les données OCHA sont disponibles.

|  |  |
| --- | --- |
| **Violences basées sur le Genre[[4]](#footnote-4)** | |
| **Date et lieu** | **Description** |
| 21 février 2021, Commune de Foumban, Département du [Noun](https://en.wikipedia.org/wiki/Noun_(department)), Région de l’Ouest | Solange Mbapit, originaire de Batibo dans le Département de Momo, au Nord-Ouest. Installée dans la ville depuis quelques années à la suite des tensions dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest en crise, cette dernière a été torturée, violée puis tuée, à Foumban dans le Noun. |
| 22 février 2021, Commune de Dschang, [Département](https://www.google.com/search?rlz=1C1CHBD_en-GBCM896CM896&sxsrf=ALeKk03K5NDzJMppsAnFwmDDWQS4zypwgg:1614873481093&q=dschang+department&sa=X&ved=2ahUKEwjD_8nBgJfvAhWcTxUIHfBhCTwQ6BMoADAjegQIJhAC) [Menoua](https://www.google.com/search?rlz=1C1CHBD_en-GBCM896CM896&sxsrf=ALeKk03K5NDzJMppsAnFwmDDWQS4zypwgg:1614873481093&q=Menoua&stick=H4sIAAAAAAAAAONgVuLSz9U3MC00jjcxXMTK5pual1-aCACSlV2XFwAAAA&sa=X&ved=2ahUKEwjD_8nBgJfvAhWcTxUIHfBhCTwQmxMoATAjegQIJhAD),Région de l’Ouest | Trois étudiants du lycée bilingue Dschang ont été arrêtés par les gendarmes pour avoir violé un élève. Les garçons ont été pris sur le fait et ont été détenus à la gendarmerie de Dschang. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Violences[[5]](#footnote-5)** | |
| **Date et lieu** | **Description** |
| 22 février 2021, Village Bakarise, Commune de Kolofata, Département du Mayo-Sava, Région de l’Extrême-Nord | Le village Bakarise a été le théâtre d’une attaque de Boko Haram qui s’est soldée par la blessure d’un civil. Les insurgés ont pris la fuite à l’arrivée de l’armée en emportant avec eux des bœufs. |
| 18 février 2021, Commune de Douala 2e, Département du Wouri, Région du Littoral | Le 18 février 2021, un groupe de jeunes munis d’armes blanches et semant la terreur dans la ville ont fait irruption au marché central de Douala. Ces derniers ont attaqué des vendeurs qui ont été blessés. Ayant rencontré une forte opposition de la part d’autres commerçants, ils ont fini par prendre la poudre d’escampette. Ces gangs urbains sont appelés des “Microbes” par la population. |
| 16 février 2021, Commune de Douala 3e, Département du Wouri, Région du Littoral | Daniel César Kelbert, agent de sécurité à la microfinance Rural Investment Credit, situé à Douala PK 14 est décédé le mardi 16 février 2021, après avoir été arrêté le 11 février 2021 par la Brigade de Gendarmerie de Logbessou.  Il a été interpellé à la suite des attouchements envers Mme Ngo Nohla devant son lieu de service. La dame l’a dénoncé auprès de la Brigade de Gendarmerie de Logbessou où il a été conduit et a subi des coups et blessures pendant 6 jours qui ont conduit à sa mort. |
| 04 février 2021, Ediki, Commune de Mbongue, Département de la Mémé, Région du Sud-Ouest | Un groupe armé a ouvert le feu sur une ambulance de Médecins Sans Frontières (MSF). Une infirmière a été blessée par balle. Elle a survécu. L’attaque survient quand l’ambulance partie de Kumba pour soutenir un cas critique à Mbalangui se rendait à Muyuka. Les responsables de l’assaut restent non identifiés. |
| 03 février 2021, Village Ngeme, Commune de Limbe II, département du Fako, Région du Sud-Ouest | Le groupe armé Fako Action Forces a détonné un explosif près du stade où devait se tenir le match de la demi-finale entre le Cameroun et le Maroc. Les séparatistes avaient déclaré que la CHAN ne se tiendrait pas en zone Anglophone et cherchaient à dissuader les participants à cette compétition. |
| 01 février 2021, Kumba, Commune de Muyuka, Département de Kumba, Région du Sud-Ouest | L’agence de transport dénommée Golden Travel Agency basée à Kumba a été attaquée entre Muyuka et Kumba. Le transporteur a été attaqué pour avoir travaillé un jour de ghost town. Le chauffeur de ce bus a reçu une balle à la cuisse, mais s’en est sorti vivant. Plusieurs passagers ont également été blessés. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Tortures[[6]](#footnote-6)** | |
| **Date et lieu** | **Description** |
| 14 février 2021, Commune de Ndu, Départment de Donga Mantung, Région du Nord-Ouest | Les militaires filment une scène dans laquelle ils infligent des douleurs à Jean Fai Fungong, soupçonné d’avoir des liens avec des sécessionnistes. Ils tentent par coup de machette, de pied, etc. de lui arracher des aveux.  Suite à cette conduite qui a fait le tour des réseaux sociaux, un communiqué du Ministre de la Défense du 15 février informe de la mise aux arrêts des responsables de la torture. Il s’agit de 02 gendarmes, 02 soldats et 04 policiers. |

|  |  |
| --- | --- |
| **Arrestations et détentions arbitraires[[7]](#footnote-7)** | |
| **Date et lieu** | **Description** |
| 17 février 2021, Commune de Douala 4ième, Département du Wouri, Région du Littoral | Agbor Lunas Litombe, déplacé interne, ressortissant de la zone du Nord-Ouest, a été interpellé lors d’une rafle au quartier Rambo à Bonaberi alors qu‘il se rendait à l’église et a été conduit au commissariat N° 4 de Bonaberi. Il a été refusé accès à sa famille ou un conseil et a été mis en garde à vue jusqu’au 19 février 2021 jour de son déferrement au parquet pour motif de défaut de carte nationale d’identité. |
| 11 février 2021, Commune de Douala 1er , Département du Wouri, Région du Littoral | Cinq cinéastes anglophones ont été interpellés par la police à Douala et conduits au commissariat de police judiciaire de Bonanjo. Ils ont été arrêtés sur un plateau de tournage où la police les a confondus à des combattants séparatistes. Ils ont passé plusieurs jours en détention mais sont finalement en liberté sans aucune charge retenue contre eux. |
| 10 février 2021 , Bepanda, Commune de Douala 4e, Département du Wouri, Région du Littoral | A la suite de l'explosion d’une bombe artisanale qui a occasionné le décès d’un des auteurs, plusieurs rafles ont été organisées au quartier Bépanda Peuple par une troupe mixte composée des gendarmes, des militaires et des policiers. Plusieurs arrestations, détentions arbitraires et extorsions (motos, ventilateurs, argents etc…) s’en sont suivis au cours des interpellations. |

## Violations des droits économiques, sociaux et culturels : Les déguerpissements forcés[[8]](#footnote-8)

* **Cas de Bonadibong**

Les populations du quartier BONADIBONG, situé dans le 1er arrondissement de la ville de Douala au lieu-dit Rue des Pavés au petit matin du vendredi 19 Février 2021 ont été déguerpies par un Caterpillar sécurisé par les forces de sécurité qui ont détruit une centaine d'habitations laissant les propriétaires désormais à la belle étoile. Les populations n’ayant pas été notifiées, cette destruction ne leur a pas donné la possibilité de sécuriser leurs documents et autres effets. D’après les propos d’une victime, il s’agit d’un litige foncier leur opposant avec un particulier pendant devant les juridictions depuis 2012. Après l’instance à Douala, ils sont allés à la Cour Suprême pour la suite de l’affaire. Ils se sont rapprochés du Ministre Chargé des Affaires Foncières qui avait ordonné l’annulation du titre foncier, objet du litige au profit des occupants. Ils sont surpris du déguerpissement forcé engagé sans titre foncier.

* **Cas de NEW-TOWN aéroport**

Les populations de Newtown Aéroport 1, commune située dans le 2e arrondissement de la ville de Douala, région du Littoral ont été déguerpies le 09 janvier 2021 par les autorités administratives, au motif d'assainir les espaces aéroportuaires. Bons nombres de ses populations y habitent depuis 1964 d'après le livret foncier qui leur confère le droit de propriété. Plus de 200 familles habitant le lieu-dit Fret aéroport ont été délogées de leurs logements. C’est à la faveur d’un déguerpissement forcé ordonné par le Préfet du Département du Wouri. Les engins de la Communauté Urbaine de Douala ont détruit une centaine de maisons érigées sur cette zone située à la lisière de l’aéroport de Douala.

La raison de ce déguerpissement, justifient les autorités, est la poursuite de l’extension de l’aéroport de Douala dont les travaux sont imminents. Désormais déguerpies, ces familles squattent à la belle étoile, sans un espoir de recasement des autorités, qui leur opposent une fin de non-recevoir pour avoir illicitement occupé la zone. Malheureusement ces familles n ‘ont reçu d’informations s'agissant des lieux de recasement ou des intentions de dédommagement par les administratifs. A la suite d’un courrier adressé au Préfet du Département du Wouri par un collectif d’associations travaillant dans le domaine d’évictions forcés pour une audience pour plus d’explications concernant ce cas, ce dernier a répondu en disant qu’une autre vague de casse est prévue pour ce quartier-là.

**Bref rappel et évaluation des cas en instance:**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Date et Lieux** | **Description** | **Situation en février 2021** |
| **Situation de tension entre l’Ordre des avocats et le Gouvernement du Cameroun** | | |
|  | Au mois de juin 2020, les avocats vont manifester leur colère suite aux multiples humiliations qu’ils ne cessent d’encaisser des magistrats ainsi que des forces de maintien de l’ordre, lorsqu’ils désirent rencontrer leurs clients arrêtés et gardés tant dans les Commissariats que dans les gendarmeries que dans les parquets. Les magistrats sont récusés dans les procédures, notamment les violations des délais raisonnables, au-delà du conflit d’intérêt qui caractérise ces différents organes. Certains avocats feront l’objet d’arrêt, jugés et condamnés. Ils vont marcher aux fins d’être rétabli dans leur droit. | Le climat de tension Jadis observé entre l’ordre des avocats et le gouvernement du Cameroun semble avoir pris un recul, mais en réalité l’apaisement observé aujourd’hui, n’est que de façade car depuis les mouvements du mois de Novembre 2020, les rencontres entre l’ordre des avocats et le gouvernement n’ont donné lieu à aucune prise des résolutions de nature à rétablir l’équité entre ces différents organes.  L’ordre des avocats et le gouvernement du Cameroun se regardent en chiens de Fayence. Les avocats ne cessent de déplorer les insuffisances de certains magistrats dans l’exercice de leur fonction, qui malgré les observations de part et d’autre restent impunis, c’est le cas du Magistrat Joël Albert Bias du Tribunal militaire de Yaoundé, accusé de lenteur par les avocats du *collectif Me Sylvain Souop*, qu’il doit être retiré de toutes les affaires en instruction devant le tribunal militaire de Yaoundé contre les 48 militants du MRC. |
| **Situation des militants politiques incarcérés à la suite des manifestations pacifiques du 22 septembre 2020** | | |
| **22 septembre 2020** | Les militants du MRC et autres partis alliés à l'issue de la publication des résultats de la présidentielle de 2018 ne cessent de revendiquer la victoire disent-ils volée par le parti au pouvoir. Au cours d’une marche pacifique initiée sur l’étendue du territoire national le 22 Septembre 2020, des militants ont été arrêtés dans trois régions du pays à savoir Yaoundé, Bafoussam et Douala pour des motifs fantaisistes.  Ils sont depuis en détention provisoire dans les prisons des villes d’arrestation et sont poursuivis devant le Tribunal Militaire. Les chefs d’accusations donnent lieu à penser à des mobiles politiques, vu que ces marches étaient pacifiques. Tout ceci rendent ces arrestations illégales et leur détention arbitraire | Aujourd’hui certains ces détenus dans le cadre de cette marche pacifique du 22 Septembre 2021, croupissent dans les prisons des villes d’arrestation. 48 au total à Yaoundé, leur procès connaît une extrême lenteur, martèle le *collectif Sylvain SOUOP* qui demande le retrait du magistrat Joël Albert Bias, Magistrat au Tribunal Militaire de Yaoundé de toutes les affaires en instruction devant cette juridiction contre les 48 militants du MRC. Il est récusé dans ces décisions de violation des délais raisonnables, de déni de justice et de vice de partialité. |
| **Situation des 04 militants du mouvement Stand Up For Cameroon** | | |
| 18 Septembre 2020, Bali, Commune de Douala 1er, Département du Wouri, Région du Littora**l** | Le 18 septembre 2020, alors qu’ils sortent d’une session de Vendredi En Noir qu’organise Stand Up For Cameroon tous les Vendredis sur le Territoire National, Bello Moussa, Etienne Ntsama, Mira Angoung et Tehle Membou sont violemment interpéllés et detenus à la Legion de la Gendarmerie du Littoral.ils seront par la suite déférés à la Prison Centrale de New-Bell ou il sont en détention provisoire apres que leur demande de mise en liberté ai été refusé. | En date du 24 février, les 04 membres de Stand Up For Cameroon, sont convoqués au Tribunal Militaire. Il va leur être signalé   * La clôture de l’information judiciaire * La confirmation des charges retenues contre eux : conspiration de révolution et d’insurrection * Leur renvoi devant le Tribunal Militaire de Douala pour y être jugé |
| **Enquêtes suites aux massacres des élèves de Kumba** | | |
| 24 Octobre 2020, Kumba, Département de Même, Région du Sud-Ouest | Samedi 24 Octobre 2020 des présumés séparatistes ont fait irruption dans une école privée de la ville de Kumba, la Mother Franscica” school et ont tiré à bout portant sur plusieurs enfants qui s’y trouvaient.  Le bilan provisoire fait état d’au moins 08 morts, et de plusieurs blessés.  Véritable choc collectif, cet autre massacre a vu la mobilisation, sur le plan national et international, des camerounais qui se sont indignés à travers des manifestations, messes, chansons, pleurs…. | Le gouvernement a à plusieurs reprises annoncé l’arrestation et même la mort des coupables du massacre de Kumba. Le dernier en date est l’arrestation de general Amba « Above the law » qui d’après le Ministère de la Défense, est l’un des commanditaires.  L’assistance aux victimes de ce massacre a été annoncée par le gouvernement.  La fondatrice de l’école, son mari et quatre enseignants sont toujours en détention, bien que le gouvernement ait annoncé que leur interpellation était dans le but d’assurer leur sécurité. |
| **Massacre de Mautu** | | |
| 10 janvier 2021, Commune de Muyuka, Département du Fako, Région du Sud-Ouest. | Au moins 8 personnes ont été tuées et 5 autres blessées par l'armée camerounaise lors d'un raid à Mautu, dans le département du Fako, région du Sud-Ouest, à la recherche de combattants séparatistes. Le Ministère de la Défense a publié une déclaration indiquant que les personnes tuées étaient des combattants séparatistes et que le raid avait été "mené dans le strict respect des règles d'engagement". Le récit de la population est contraire. Elle dit que les personnes tuées étaient des civils. Parmi les morts sont une grande mère et son petit-fils. | Human Rights Watch a publié un rapport le 4 février 2021 après une enquête sur les meurtres de civils à Mautu. Le rapport a été adressé au chef de la division de la communication de l'armée, Atonfack Guemo. Ce dernier a répondu sans aborder la question posée par Human Rights Watch ; au contraire, il a gratuitement écarté les preuves d'assassinats comme étant fabriquées de toutes pièces. Au cours de la recherche, Human Rights Watch a interrogé certains habitants du village qui ont affirmé que ;  Plus de 50 soldats sont entrés à pied dans Mautu vers 14 heures le 10 janvier et ont commencé à tirer sans discernement.  Ils ont expliqué que certaines des victimes avaient été torturées avant d'être tuées.  Ils ont expliqué que les combattants séparatistes viennent parfois à Mautu pour se ravitailler, mais qu'ils n'y vivent pas et ne les abritent pas. "Nous avons aussi peur d'eux."  Pendant l'attaque, les soldats se sont adressés à de nombreux habitants, dont des femmes, et ont menacé de revenir et de tuer d'autres personnes si nous ne leur montrions pas où se trouvaient les ambas [séparatistes].  Malgré toutes ces preuves, à ce jour le gouvernement reste silencieux sur cette question. |

## Présentation de graves dossiers d’impunité

## Massacre de Ngarbuh : Où en sommes – nous un an après ?

***Petit Rappel des faits[[9]](#footnote-9)***

Le 14 février 2020, 21 Camerounais / es, parmi lesquels des enfants et une femme enceinte, étaient assassinés par des membres des forces armées du Cameroun dans la localité de Ngarbuh, département du Donga Mantung, région du Nord - Ouest. Ce fut un drame parmi de nombreux autres qui a particulièrement choqué et meurtri de nombreux camerounais/es.

Après une première version officielle jugée incohérente et mensongère, la clameur et la mobilisation des Camerounais/es va pousser le Gouvernement à reconnaître partiellement les faits au terme d’un communiqué faisant état des conclusions de la commission d’enquête ordonnée par le Président de la République.

Un an après les faits, plusieurs faits obligent cependant à se questionner sur la volonté réelle du pouvoir judiciaire et même du pouvoir politique à établir la vérité et les responsabilités complètes de tous ceux ayant joué un rôle quelconque dans cette très grave violation des droits humains.

***Et pour preuve :***

* Aucune enquête indépendante n’a été menée contrairement à la demande de la société civile et de l’Organisation des Nations Unies.
* Le rapport de l’enquête prescrite par le Président de la République du Cameroun n’a jamais été rendu public.
* Les conclusions de cette enquête, bien qu’ils reconnaissent la responsabilité des membres de forces armées régulières demeure parcellaire et non conforme aux faits avérés à bien des égards.
* Certaines des personnes présentées officiellement comme des victimes n’en sont pas.
* Certaines des victimes et des rescapés ne sont officiellement pas pris en charge ni dans le processus judiciaire ni dans les autres mécanismes d’indemnisations décidés par le Président de la République.
* Le procès tel qu’il est parti se passe à huis clos et dans des conditions qui ne visent pas à établir la vérité et les responsabilités complètes.

***Un procès sur des bases problématiques***

Le 17 Décembre 2021 s’est ouvert au tribunal militaire de Yaoundé le procès des soldats et gendarmes inculpés pour le rôle joué dans les massacres du 14 Février à Ngarbuh.

Les prévenus présents devant le tribunal militaire sont accusés de meurtres, d’incendie criminel, de destruction, de violence contre une femme enceinte et de violation de consignes.

Selon plusieurs sources, les personnes à qui la responsabilité de ce massacre a été attribuée ne sont pas les décisionnaires dans ce qui s’est passé. Il y a au niveau de la hiérarchie sécuritaire et administrative, des responsabilités à établir. Notamment au niveau des hauts gradés qui ont cherché à étouffer l’affaire ainsi qu’au niveau du porte – parole du ministère de la Défense qui a clairement affirmé des mensonges.

A ce jour, nous ne savons pas ce qu’il est advenu des dix civils qui accompagnaient les forces de l’ordre dans l’opération militaire qui a conduit à la mort des civils et militaires. Ils étaient portés disparus selon le Gouvernement.

***Une prise en charge problématique des victimes***

A ce jour, en ce qui concerne les victimes, plusieurs faits sont à souligner pour le regretter :

* Le nombre de victimes reconnues officiellement par le Gouvernement est différent et inférieur aux personnes identifiées par d’autres sources dans la société civile et le clergé. Pendant que le clergé et la société civile indiquent 21 personnes en donnant les noms des victimes, le Gouvernement lui reconnaît 18 morts (05 séparatistes et 13 civils).
* Certaines des personnes présentées officiellement comme des victimes ne le sont pas.
* Certaines des victimes et des rescapés ne sont officiellement pris en charge ni dans le processus judiciaire ni dans les autres mécanismes d’indemnisations décidés par le Président de la République.

***Il faut noter que les familles ont de réelles difficultés à se déplacer, se loger et se nourrir…***

Il faut en moyenne 40.000 FCFA (60,90 Euros) pour chaque personne partie prenante au procès venant de Ngarbuh pour se rendre à Yaoundé.

La difficulté qu'éprouve les victimes à participer au procès se justifie d’une part par la distance entre le lieu du crime et le Tribunal Militaire de Yaoundé (Plus de 400 Km) et d’autre part par la lourdeur administrative. A titre illustratif, le procès était ce 18 février 2021 à la troisième audience après les deux premières tenues le 17 Décembre 2020 et le 21 Janvier 2021. La prochaine audience est prévue le 18 Mars 2021.

***Comme motifs des renvois d’audience nous avons eu les motifs suivants :***

* Premier motif de renvoi dû au fait de citer civilement le Ministre de la Défense comme responsable.
* Deuxième motif de renvoi pour constitution des avocats.
* Troisième motif de renvoi : Présence requise de tous les avocats pour citer les témoins et les ayants-droits.

Il est important de noter que pour la défense des droits des victimes, un collège d’environ dix avocats s’est constitué.

***Qu’en est-il des indemnisations ?***

Le 3 Février 2021 à Ngarbuh, département du Donga Mantung, région du Nord-Ouest, il y a eu remise d’une somme de cinq million à chacune des familles endeuillées suite au massacre et du package du Chef de l’Etat et son épouse par le gouverneur du Nord-Ouest, Adolphe Lele Lafrique.

***Cependant, de nombreux points méritent d’être soulignés :***

* Certaines familles de victimes qui n’ont pas souhaité être associées à une telle opération subissent des pressions de toute part pour collaborer avec les autorités administratives.
* D’autres victimes et ayant droits ne sont pas entrées en possession de cette « indemnisation ».
* Certaines personnes non identifiées comme des victimes auraient reçu l’argent à titre « d’indemnisation ».
* « L’indemnisation » de victimes alors que le processus judiciaire n’est pas terminé soulève de nombreuses questions relatives à la pertinence d’une telle opération et à son incidence éventuelle sur le procès qui s’ouvre.
* Le manque de traçabilité autour de ce processus d’indemnisation est aussi à signaler. Ces fonds relèvent – ils d’un don personnel privé du Chef de l’Etat, des fonds publics ou d’un autre mécanisme de financement ? Les sommes annoncées correspondent – elles aux sommes remises aux populations ?

Pour toutes ces raisons et réserves, le Groupe de Travail sur les Droits Humains de Stand Up For Cameroon estime qu’il faut absolument que la mobilisation nationale et internationale pour la vérité et la justice dans le massacre de Ngarbuh se poursuive.

## Violations massives des droits humains à EBAM

***Les faits[[10]](#footnote-10):***

D’après Human Rights Watch, au moins 20 femmes - dont quatre femmes handicapées - ont été violées, un homme tué et 35 autres arrêtés lors d’une attaque des soldats camerounais le 1er mars 2020. Cette attaque s’est déroulée dans la localité d’Ebam, département de Manyu, région du Sud-Ouest.

Selon Human Rights Watch, cette attaque contre le village d’Ebam peut-être considérée comme l’une des pires perpétrées par l’armée [camerounaise](https://www.hrw.org/fr/africa/cameroon) ces dernières années.

Les soldats ont également incendié une maison, pillé de nombreuses propriétés et s’en sont violemment pris aux hommes qu’ils ont emmenés dans un camp militaire.

Des témoins ont déclaré que plus de 50 soldats sont entrés à pied à Ebam, dans le département de Manyu, située dans la région du Sud-Ouest, le 1er mars 2020 vers trois heures du matin, laissant leurs véhicules à la lisière du village. Ils ont pénétré par effraction dans la quasi-totalité des maisons, où ils ont volé de l’argent, entre autres, et forcé les hommes à se rendre à l’extérieur. Certains soldats ont capturé des hommes dans le centre du village, tandis que d’autres se sont livrés à des agressions sexuelles contre des femmes, dont quatre femmes handicapées, dans la plupart des cas à leur domicile

***Prise en charge des victimes***

Aucune des victimes de viol interrogées n’a pu recevoir de soins médicaux immédiatement après l’attaque en raison d’une série d’obstacles : elles étaient déplacées de leurs foyers, le manque d’infrastructures médicales, le coût pour se rendre vers de tels lieux, le coût des soins médicaux, et la crainte de la stigmatisation et du rejet.

Des soins médicaux ont été dispensés à certaines personnes, comme le dépistage des maladies sexuellement transmissibles, pour la première fois seulement entre fin juillet et mi-août, voire plus tard.

***Aucune enquête ni sanction officielle à ce jour***

D’après les informations obtenues par Human Rights Watch, il n’y a pas eu d’enquête véritable et les responsabilités n’ont pas été établies.

***Le déni du Gouvernement***

L'armée camerounaise a qualifié mardi 02 mars 2021 d'"allégations prétendument documentées" les accusations de viols et de meurtre de civils par des soldats en mars 2020 dans une zone anglophone théâtre d'un sanglant conflit séparatiste, portées dans un récent rapport par Human Rights Watch (HRW).

Du point de vue des victimes et du Groupe de Travail sur les Droits Humains de Stand Up For Cameroon, cette réaction gouvernementale n’est pas à la hauteur des violations graves évoquées par Human Rights Watch.

Il est nécessaire qu’à travers une enquête indépendante, la lumière soit faite sur ce cas, les sanctions prises et les victimes accompagnées proprement suite aux violences et traumatismes subis.

## Les émeutes de Février 2008

***13 ans après, l’importance de faire la lumière et de rendre justice[[11]](#footnote-11)***

Il y a 13 ans, le Cameroun a connu une crise politique due à l’initiative du Président de la République de modifier la constitution afin de lever la limitation des mandats présidentiels et une crise économique due à la flambée des prix des denrées de première nécessité. Cette double crise a eu pour résultat des émeutes dans différentes villes qui ont secoué le pays du 25 au 28 février 2008. D’après plusieurs sources de la société civile, ces émeutes ont fait entre 139 et 170 morts alors que le Gouvernement ne reconnaît que 44. Au cours de ces émeutes, il y a aussi eu au moins 3000 arrestations arbitraires.

D’après l’Observatoire National des Droits Humains, les violations suivantes des droits humains ont été observées à l’époque :

* De nombreux actes d’intimidation et de harcèlement ont été commis à l’encontre de membres de l’opposition politique, de journalistes et de défenseurs des droits de l’Homme.
* L’usage excessif de la force et les atteintes à la vie des manifestants non armés.
* Les exécutions arbitraires.
* Les tortures et autres traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants.
* La non prise en charge des blessés par les autorités.
* Le rançonnement de la population par les garants de l’autorité publique.
* Les violations des droits à la liberté d’expression, d’opinion et d’information.
* Les détentions arbitraires et les mauvaises conditions de détention.

L’Observatoire National des Droits Humains a aussi noté de nombreux dysfonctionnements de la justice camerounaise. Il s’agissait notamment des procès expéditifs et du déni de justice se traduisant par les pratiques suivantes:

* Les prévenus, amenés par groupes (d’environ 5 à 10 personnes), ont été, pour certains, présentés à la justice à peine quelques heures après leurs arrestations. Certaines audiences avaient une durée ne dépassant pas cinq minutes, et se succédaient à un rythme déconcertant, violant conséquemment plusieurs dispositions pertinentes du code de procédure pénale, et mettant à mal les droits de la défense et les principes du débat contradictoire ainsi que de la présomption d’innocence.
* L’absence d’informations données aux prévenus sur leurs droits de se faire assister par un avocat ou de garder le silence lors des auditions (lorsqu’elles avaient lieu).
* L’absence devant le tribunal des plaignants et témoins à charge.
* La non-fiabilité de l’identification des accusés (âge, nom) du fait de l’absence, chez de nombreux prévenus, de papiers d’identité, et de la non-possibilité de présenter des actes de naissance du fait de la rapidité des procédures. La justice s’est ainsi contentée d’informations orales des prévenus. De nombreux prévenus ont ainsi été jugés dans l’urgence, avec des âges fictifs, qui leur ont été attribués, soit par l’enquêteur, soit par le juge, sans la présence d’avocats. Des mineurs ont ainsi été jugés au même titre que des adultes et condamnés en flagrants délits, alors qu’ils auraient dû être jugés par le juge des mineurs.
* La non-signature des procès-verbaux d’enquêtes par les accusés.
* Le non-établissement des procès-verbaux par les procureurs.
* Le non-respect du droit des prévenus de préparer leur dossier judiciaire. Les prévenus n’ont pas eu le temps de préparer leur défense comme le stipule l’article 300 du Code de procédure pénale.
* La non-consultation du casier judiciaire du suspect avant la condamnation à des peines de prison, et l’impossibilité de connaître le passé pénal des prévenus du fait de la rapidité des procédures.
* L’absence de preuves matérielles contre les prévenus. Les juges ont préféré invoquer la relativité de la notion de preuve plutôt que de prononcer la relaxe (Article 365 alinéa 3), estimant que les éléments produits par le ministère public étaient suffisants pour que les prévenus comparaissent.
* Le non-respect des procédures dans la rédaction des procès-verbaux. Les procès-verbaux ont été dressés par les officiers de police judiciaire et non par le Procureur de la République comme l’exige la loi (Article 91 du Code de Procédure Pénal).

**Les commutations et remises des peines.**

Le 20 mai 2008, le président Paul Biya signe deux décrets (n°s 2008/0174 et 2008/0175) portant commutation et remise de peines pour les personnes condamnées pour les émeutes de fin février 2008 au Cameroun. Le décret présidentiel précise que les personnes condamnées à une peine d’emprisonnement inférieure ou égale à un an bénéficient d’une remise totale de peine tandis que les peines de plus d’un an de prison sont réduites des deux tiers.

Toutefois, les prisonniers retenus pour défaut de paiement des amendes ne pourront pas recouvrer la liberté. Il en est de même pour ceux qui ont fait appel car n’étant pas encore condamnés définitivement. Cependant, pratiquement toutes les personnes condamnées à des peines d’emprisonnement, l’ont également été à des peines pécuniaires (amendes et dépens). La plupart des condamnés n’ont pas pu payer et ont fait appel de leur jugement d’instance.

Par conséquent, peu de détenus ont pu bénéficier de ces remises et commutations de peines, alors qu’une amnistie (effacement des peines dans le casier judiciaire) aurait permis de réparer les préjudices subis par ces jeunes, aurait pu être l’amnistie.

**L’impunité comme unique réponse du Gouvernement face aux violences commises par les forces de l’ordre.**

D’après la Constitution camerounaise et d’après les normes internationales et régionales relatives aux droits de l’Homme, et notamment le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques et la Charte africaine des droits de l’Homme et des peuples, le gouvernement camerounais est tenu de garantir le respect du droit à la vie, du droit à l’intégrité physique, du droit à la liberté et à la sécurité de la personne, et des libertés d’expression, d’association et d’assemblée. Ces normes exigent également du gouvernement camerounais que l’usage arbitraire ou abusif de la force ou des armes à feu par les officiers chargés de l’application des lois soit puni comme une infraction pénale.

Malheureusement, l’État camerounais n’a respecté aucune de ses obligations. Les autorités n’ont mené aucune enquête quant aux circonstances ayant conduit à l’utilisation des armes à feu par les forces de l’ordre. Aucun auteur des tirs ayant entraîné la mort des civils n’a été traduit en justice. Aucun élément des forces de sécurité, responsable de violences, n’a fait l’objet de mesure disciplinaire, ni administrative.

Enfin, aucun dédommagement, ni indemnisation, n’a été apporté aux victimes et à leurs familles. Seules des poursuites judiciaires de grande ampleur ont été engagées à l’encontre de civils, auteurs présumés de troubles sur la voie publique et à l’ordre public.

13 ans après, en ce mois de février 2021, il est très important de rappeler ce triste épisode du Cameroun. Il est absolument important de souligner que justice n’a pas été rendue et que des pratiques de violations des droits de l’homme observées hier continuent à être pratiquées aujourd’hui.

## 4. ALERTE !!! :

## Nouvelle Commission des droits de l’Homme du Cameroun (CDHC) : Mauvais départ et signes peu rassurants pour le respect des droits humains[[12]](#footnote-12)

Le 19 février 2021, le Président de la République du Cameroun a pris 04 décrets portant nomination :

* + Du Président de la Commission
  + Du Vice – Président de la Commission
  + Du Secrétaire Général de la Commission
  + De 12 autres commissaires qui constituent le collège de de la Commission.

Ces nominations sont le parachèvement d’un processus entamé avec l’adoption le 19 juillet 2019 d’une loi portant organisation et fonctionnement de la commission des droits de l’homme du Cameroun. Cette nouvelle commission remplace la Commission des droits de l’homme et des libertés.

Il est important de rappeler que l’adoption de loi N° 2019/014 du 19 juillet 2019 sur la commission nationale des droits de l’homme du Cameroun (CDHC) avait déjà soulevé diverses réserves de la part des organisations des droits de l’homme. Il s’agit notamment des faits suivants :

* + - 1. Cette loi avait été élaborée et adoptée sans consultation aucune des principales organisations de la société civile spécialisées sur les droits de l’homme.
      2. Contrairement aux prescriptions des Principes de Paris, la loi N° 2019/014 du 19 juillet 2019 sur la commission nationale des droits de l’homme du Cameroun (CDHC), en ses articles 4, 5, 6, et 7 n’accorde point à la CDHC le rôle d’examiner tant la législation que les textes administratifs en vigueur, ainsi que les projets et propositions de lois, pour s’assurer de leur conformité avec les principes et engagements de l’Etat en matière des droits de l’homme conformément aux principes fondamentaux des droits de l'homme.
      3. La Commission ne dispose pas de la faculté d’auto-saisine prévue par les Principes de Paris pour toutes les questions relatives aux violations des droits de l’homme ou des avis, recommandations, propositions et rapports concernant toutes questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme (art 9 et 26) ;
      4. La Commission ne dispose d’aucun pouvoir d’ordonner soit une réparation pour la victime, soit des mesures correctives contraignantes pour l’auteur de la violation et laisse très peu contraignante la procédure de soumission de plaintes devant la Commission (articles 7 et 26) ;
      5. La Commission, contrairement au statut de la Commission avec compétences à caractère quasi juridictionnel qu’imposent les Principes de Paris est totalement impuissante sur le sort réservé à celui : (i) qui refuse de produire ou dissimule les documents ou pièces exigées par la Commission, (ii) qui profère des menaces ou des intimidations contre des témoins lors d’une enquête ou d’une procédure devant elle, ou (iii) qui de toute autre manière, fait obstruction au travail de la Commission (article 43);
      6. La Commission n’a pas la faculté de « Faire des recommandations aux autorités compétentes, notamment en proposant des adaptations ou modifications des lois, règlements et pratiques administratives, spécialement lorsqu'ils sont à l'origine des difficultés qu'éprouvent les auteurs des requêtes à faire valoir leurs droits », selon les Principes de Paris ;
      7. Selon les Principes de Paris : « La composition de l'institution nationale et la désignation de ses membres, par voie élective ou non, doivent être établies selon une procédure présentant toutes les garanties nécessaires pour assurer la représentation pluraliste des forces sociales (de la société civile) concernées par la protection et la promotion des droits de l'homme, notamment par des pouvoirs permettant d'établir une coopération effective avec, ou par la présence, de représentants des organisations non gouvernementales compétentes dans le domaine des droits de l'homme (…) »;
      8. Les Principes de Paris imposent que « Dans le cadre de son fonctionnement, l'institution nationale doit examiner librement toutes questions relevant de sa compétence, qu'elles soient soumises par le gouvernement ou décidées par auto saisine sur proposition de ses membres ou de tout requérant (…) Compte tenu du rôle fondamental que jouent les organisations non gouvernementales pour amplifier l'action des institutions nationales, développer des rapports avec les organisations non gouvernementales qui se consacrent à la protection et la promotion des droits de l'homme, au développement économique et social (…) »;

Au moment de la nomination des membres de la CDHC, le groupe de travail sur les droits humains de Stand Up For Cameroon s’associe aux autres défenseurs des droits humains pour souligner les points d’inquiétudes suivants :

La liste des commissaires ne respecte pas la disposition d’au moins 30% de personnes nommées qui doivent être des femmes. Elle compte exactement 18,75% de femmes.

De nombreux membres de la CDHC devaient être désignés par leur corporation. Cela n’a pas été le cas pour les journalistes et les travailleurs. Au contraire, ce sont des fonctionnaires à la retraite qui se retrouvent à la place des experts et représentants des corporations.

L’article 12 stipule que les membres de la commission sont choisis parmi des personnalités reconnues notamment « pour leur intégrité morale, leur honnêteté intellectuelle et ayant des connaissances avérées en matière de droits de l’homme ». Nous pouvons regretter que d’éminents membres de cette commission s’illustrent, dans le passé comme dans le présent, par des prises de positions partisanes et certainement dangereuses pour la paix sociale. D’autres ne sont pas reconnus pour leur intégrité.

Le décret qui nomme les 13 autres commissaires est muet sur la qualité des élus alors que la loi dit de façon précise le profil et l’origine de chacun. Les précédents textes étaient clairs sur les qualités des uns et des autres. Ce flou est une évolution incompréhensible qui ne présage rien de bon sur le processus et la qualité des personnes nommées.

Sur la base de toutes ces réserves, le Groupe de Travail sur les Droits Humains de Stand Up For Cameroon se joint aux autres organisations qui appellent à une révision aussi bien de la loi que de la composition de la CDHC pour qu’elle soit conforme aux principes et engagements ratifiés par l’Etat du Cameroun.

## Domaines d’actions urgents et prioritaires

Ces actions concernent :

* Les autorités camerounaises
* Les groupes armés
* Les organisations internationales et pays partenaires
* Les citoyens camerounais

## Domaines d’actions urgents pour les autorités camerounaises

**A - Actions urgentes relatives à l’arrestation et à la détention des personnes**

Le Gouvernement du Cameroun doit :

1. **En finir avec les violences sur les civils à travers des opérations punitives collectives des forces de défense et de sécurité**

Il est absolument important que des instructions fermes soient données aux autorités locales et aux forces de sécurité sur la question des violences contre les civils. Ces violences sont récurrentes et créent de graves dommages. Il faut absolument qu’elles cessent et que des corrections systématiques soient prises lorsqu’elles surviennent. Le Gouvernement du Cameroun doit s’y engager et y veiller en permettant aux organisations non gouvernementales de pouvoir enquêter et se déployer en toute liberté.

1. **Assurer le strict respect des droits des prévenus durant les arrestations et les détentions**

Le code de procédure pénal n’est pas connu ni respecté par une très grande majorité d’agents de force de sécurité. Les engagements concrets pour mettre un terme à ces manquements doivent être pris par le Gouvernement. Des mécanismes d’amélioration de cette situation doivent être mis en place pour que les droits des prévenus soient respectés.

1. **Mettre fin aux pratiques de torture et autres traitements dégradants**

Le Gouvernement du Cameroun doit s’engager à mettre fin aux traitements dégradants et autres actes de tortures régulièrement commis sur les prévenus aussi bien dans les zones en conflits que dans les centres urbains. Ces pratiques sont quasi systématiques et participent d’une aggravation des tensions au sein de la société. Elles alimentent le cycle de la violence. Des mécanismes de dénonciation et de sanction doivent être mis en place. Les autorités sécuritaires et judiciaires doivent aussi être mises devant leurs responsabilités en cas de telles dérives.

1. **Assurer des conditions de détention humaines et décentes pour les personnes arrêtées**

La situation dans les lieux de détention est inacceptable. Elle ne respecte aucun des standards nationaux et internationaux. Des trafics divers y sont courants au quotidien. Des violences et diverses violations des droits des prévenus y sont systématiques. Le Gouvernement doit y mettre un terme en veillant à ce que les mesures ainsi que les moyens conséquents soient pris pour assurer des conditions d’incarcération décentes.

1. **Faire respecter le droit à des procès équitables**

Il est plus qu’urgent que le droit à un procès équitable soit scrupuleusement respecté par l’Etat du Cameroun. Pour cela, le respect des droits des personnes arrêtées et la célérité des procès sont des questions sur lesquelles des progrès importants doivent être observés. Des engagements concrets doivent être pris pour assurer l’accès à la justice et des procès équitables. Un mécanisme de veille et de correction des dérives et dysfonctionnements doit être lui aussi mis en place pour permettre une amélioration globale de la situation.

**B - Actions urgentes relatives au respect des libertés publiques et à l’effectivité de l’Etat de droit**

Le Gouvernement du Cameroun doit :

1. **Libérer les personnes arrêtées en violation totale des lois et procédures camerounaises.**

L’Etat du Cameroun doit cesser d’être le premier à violer ses propres lois et procédures. Des centaines de personnes sont en prison sans avoir suivi une arrestation qui soit conforme aux lois camerounaises. Il est absolument nécessaire qu’elles soient libérées. C’est une responsabilité exclusive du Gouvernement camerounais qui doit dans de brefs délais initier une démarche pour mettre un terme à ce scandale.

1. **Cesser les violences et le harcèlement des militants politiques, des activistes et des avocats**

Le harcèlement et les violences que subissent les avocats, les militants politiques et les activistes sont contraires aux textes de loi et aux engagements internationaux de l’Etat du Cameroun. Il est absolument nécessaire que des dialogues soient entrepris pour identifier des moyens de mettre un terme à ces situations. Le Gouvernement du Cameroun a toute la responsabilité d’initier les démarches en la matière.

**C - Actions urgentes relatives à la transparence et au rétablissement de la confiance avec le peuple**

1. **Faire la lumière sur certains dossiers clés**

Il existe des situations dramatiques de disparition, de massacres de civils, d’exécutions extrajudiciaires et de personnes arrêtées sur lesquelles la lumière n’a toujours pas été faite par le Gouvernement du Cameroun. Il est absolument nécessaire que les enquêtes indépendantes soient menées sur ces sujets et que des résultats soient rendus publics dans des délais courts. Sans justice et vérité, il n’y a pas de réconciliation possible.

1. **Informer de manière claire et objective sur la situation réelle dans les différentes zones de conflit.**

Il n’est pas acceptable que les données sur les personnes arrêtées, blessées et tuées dans ces conflits ne fassent pas l’objet d’une comptabilité accessible au public. Il est très important de produire à fréquence régulière des chiffres et autres données clés les prisonniers, les procédures en cours, les différentes statistiques clés. Démentir systématiquement les chiffres des organisations non gouvernementales n’est pas une manière crédible et efficace de communiquer et de rendre compte.

**D – Actions urgentes relatives à la commission des droits de l’homme**

**Le Gouvernement du Cameroun doit :**

1. **Rétablir la confiance avec les organisations de la société civile spécialisées sur les questions des droits de l’homme.**

Des réserves importantes ont été émises sur la loi qui définit son statut, son organisation et son fonctionnement. De nouvelles réserves ont été émises sur le processus de désignation des membres. Des réserves ont également été émises sur les membres de cette commission. Il est vital que les mécanismes de concertation et de collaboration soient définis pour que cette commission soit une institution véritablement au service de la promotion et de la protection des droits humains au Cameroun.

## Domaines d'action urgents relatifs aux groupes armés en lutte contre l'Etat du Cameroun

Les différents groupes armés et groupes politiques séparatistes doivent :

11. Mettre fin à la violence contre les civils

12. Mettre fin aux attaques contre les agents de l'État

13. Renoncer à l'utilisation des armes comme moyen politique pour atteindre leur cause.

14. Mettre à la disposition de la justice internationale les personnes coupables de crime dans leurs rangs

## Domaines d'action urgents pour les organisations internationales et les pays partenaires de l'état du Cameroun

Les organisations internationales et les partenaires de l’Etat du Cameroun doivent :

15. Demander à l'État camerounais de faire la lumière sur les questions non résolues mentionnées par les différents acteurs des droits de l'Homme.

16. Contribuer à la prise de sanctions sévères et fortes contre les responsables de la violence au niveau du gouvernement et des groupes armés non étatiques.

17. Soutenir les efforts de la société civile et des victimes de la violence pour obtenir justice et réparation.

18. Utiliser tout leur poids pour faire cesser le harcèlement et la violence à l'encontre des avocats, des militants politiques et des défenseurs des droits de l'Homme.

19. Soutenir les efforts des victimes et de la société civile pour la tenue de procès équitables et la libération des personnes arrêtées en violation totale des lois et procédures nationales.

20. Contribuer aux efforts pour que les différents mécanismes de suivi, de formation, d'évaluation, de sanction et de correction des dysfonctionnements et des abus soient mis en place et pleinement fonctionnels.

21. Contribuer aux efforts pour obtenir une commission nationale des droits de l’homme conforme aux normes et engagements internationaux relatifs aux institutions des droits de l’homme.

## Domaines d’action urgents pour les citoyens camerounais

Les citoyens / es camerounais/es doivent :

**22. S’informer sur la situation réelle des droits humains au Cameroun.**

Dans un contexte de crise comme celui du Cameroun, l’ignorance de la gravité des violations des droits humains est l’expression d’un encouragement à l’endroit de ceux et celles qui les violent systématiquement.

**23. Se Former sur les droits humains et les moyens de les défendre.**

Nul n’est censé ignorer la loi. Nul ne devrait ignorer ses droits et libertés. Les droits et libertés sont garantis par la Constitution et de nombreux instruments internationaux ratifiés par l’Etat du Cameroun. De nombreuses organisations existent et peuvent aider à cette formation. De nombreux contenus sont disponibles sur internet. Il faut se former pour pouvoir résister à l’arbitraire et la répression.

**24. S’organiser contre les violations potentielles de leurs droits et libertés fondamentales.** Nul n’est à l’abri d’une violation de ses droits et de ses libertés. Nul ne doit croire qu’en cas d’abus et d’arbitraire, sans le soutien d’une organisation et d’un collectif, il pourra s’en sortir. Il est illusoire de croire que l’on est à l’abri de ces violations et abus divers. Pour que l’Etat de droit soit une réalité, il y a le besoin de citoyens vigilants et organisés.

**25. Agir pour que l’Etat de droit soit une réalité.**

Il est possible et nécessaire d’agir pour que lumière soit faite sur certains massacres et certaines violations massives des droits humains. Il est possible et nécessaire d’agir pour que cesse l’impunité du côté de ceux et celles qui se rendent responsables des violations des droits humains. Il est possible et nécessaire d’agir pour que la vie humaine et les droits de tous soient respectés.

1. **Sources:**

   [https://www.journalducameroun.com/en/news-in-brief/cameroon-separatist-fighters-kill-military-](https://www.journalducameroun.com/en/news-in-brief/cameroon-separatist-fighters-kill-military-captain-in-kumbo-nw/)[rm-e-r-v-le-l-identit-des-auteurs-573622](https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Enfant-mort-calcin-Batibo-l-arm-e-r-v-le-l-identit-des-auteurs-573622)

   <https://mimimefoinfos.com/two-shot-dead-houses-set-ablaze-as-military-raids-oku/>

   <https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Enfant-mort-calcin-Batibo-l-arm-e-r-v-le-l-identit-des-auteurs-573622>

   <https://web.cameroonmagazine.com/societe/enfant-mort-calcine-a-batibo-larmee-revele-lidentite-des-auteurs/>

   <https://katika237.com/incident>

   <https://www.journalducameroun.com/cameroun-le-commanditaire-du-massacre-des-eleves-a-kumba-a-ete-neutralises/>,00144/CP/MINDEF/019

   [*Https://actucameroun.com/2021/02/09/crise-anglophone-deux-soldats-tués-à-bamenda-nord-ouest*](https://actucameroun.com/2021/02/09/crise-anglophone-deux-soldats-tu%C3%A9s-%C3%A0-bamenda-nord-ouest)

   [*https://www.voanews.com/africa/cameroon-military-says-it-has-freed-4-including-2-students*](https://www.voanews.com/africa/cameroon-military-says-it-has-freed-4-including-2-students)[captain-in-kumbo-nw](https://www.journalducameroun.com/en/news-in-brief/cameroon-separatist-fighters-kill-military-captain-in-kumbo-nw/)

   [/](https://www.journalducameroun.com/en/news-in-brief/cameroon-separatist-fighters-kill-military-captain-in-kumbo-nw/)<https://mimimefoinfos.com/three-civilians-killed-by-soldiers-laid-to-rest-in-nseh/>

   <https://www.stopblablacam.com/society/1702-6050-bekora-barombi-three-soldiers-reportedly-killed-in-an-ambush-laid-by-separatists>

   <https://www.journalducameroun.com/cameroun-au-moins-trois-chefs-traditionnels-tues-et-un-autre-kidnappe-par-des-separatistes-presumes-cameroun/>

   <https://mimimefoinfos.com/who-killed-the-4-chiefs-in-lebialem/>

   <https://mimimefoinfos.com/war-in-nw-sw-child-roasted-alive-in-batibo/>

   [https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Enfant-mort-calcin-Batibo-l-a](https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Enfant-mort-calcin-Batibo-l-arm-e-r-v-le-l-identit-des-auteurs-573622)

   [*https://twitter.com/SembeTv/status/1362031208184569857*](https://twitter.com/SembeTv/status/1362031208184569857)

   [*https://twitter.com/SembeTv/status/1361271778090364930*](https://twitter.com/SembeTv/status/1361271778090364930)

   <https://actucameroun.com/2021/02/16/extreme-nord-un-marabout-froidement-assassine-par-boko-haram/>, <https://www.camer.be/84627/11:1/cameroun-un-marabout-assassine-par-boko-haram-cameroon.html>

   [*https://www.camer.be/84425/11:1/cameroun-un-etudiant-assassine-par-boko-haram-cameroon.html*](https://www.camer.be/84425/11:1/cameroun-un-etudiant-assassine-par-boko-haram-cameroon.html)

   [*https://twitter.com/LOeil\_du\_Sahel/status/1356604386236063744*](https://twitter.com/LOeil_du_Sahel/status/1356604386236063744)

   [https://katika237.com/incident/](https://katika237.com/incident/#/)

   <https://twitter.com/SembeTv/status/1356548642455384072> [↑](#footnote-ref-1)
2. **Sources:**

   https://twitter.com/SembeTv/status/1364914272741036037

   <http://www.cameroon-info.net/article/cameroon-anglophone-crisis-population-seize-kom-fon-from-ambazonia-den-on-valentines-day-394995.html>

   [*https://katika237*](https://katika237.com/incident)

   [*https://twitter.com/SembeTv/status/1355875617099669506*](https://twitter.com/SembeTv/status/1355875617099669506)

   <https://actucameroun.com/2021/02/03/nord-un-ancien-depute-kidnappe-a-touboro/>

   <https://www.journalducameroun.com/information-continu/cameroun-lhonorable-yaouba-abdel-aziz-aurait-ete-capture/> [↑](#footnote-ref-2)
3. **Sources:**

   <https://www.journalducameroun.com/information-en-continue/cameroun/>

   <https://hrlrc.org/2021/02/09/suspected-armed-separatists-burnt-down-a-section-of-catholic-school-kungi-village-in-nkambe-northwest-region-of-cameroon/>

   <https://mimimefoinfos.com/nkambe-despite-security-pledges-by-mp-administrators-suspected-separatists-raze-cs-kungi/>

   <https://mimimefoinfos.com/balikumbat-military-burns-home-of-repentant-amba-fighter> [↑](#footnote-ref-3)
4. **Sources**

   <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Situation%20Report%20-%20Cameroon%20-%201%20Mar%202021.pdf>

   <https://mimimefoinfos.com/foumban-une-deplacee-anglophone-violee-et-tuee/>

   <https://actu-cameroun.com/societe/crise-anglophone-la-triste-histoire-dune-deplacee-violee-a-profusion-puis-tuee/>

   <https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Crise-anglophone-la-triste-histoire-d-une-d-plac-e-viol-e-profusion-puis-tu-e-574129>

   <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Situation%20Report%20-%20Cameroon%20-%201%20Mar%202021.pdf>

   <https://mimimefoinfos.com/national-and-international-news-roundup-22nd-february-2021/> [↑](#footnote-ref-4)
5. **Sources**

   <https://twitter.com/SembeTv/status/1363770571348180994>

   <https://twitter.com/SembeTv/status/1363770571348180994>

   <https://actucameroun.com/2021/02/05/crise-anglophone-medecins-sans-frontieres-condamne-lattaque-de-son-ambulance-a-kumba/>

   <https://www.voaafrique.com/a/cameroun-une-ambulance-de-msf-touch%C3%A9e-par-des-tirs-en-zone-anglophone-/5766711.html>

   <https://www.afrik.com/une-ambulance-de-medecins-sans-frontieres-touchee-par-des-balles-dans-le-sud-ouest-du-cameroun>

   <https://mimimefoinfos.com/national-and-international-news-roundup-3rd-february-2021/>

   <https://www.facebook.com/CAMEROONNEWSAGENCY/posts/an-inter-regional-transport-agency-golden-travel-agency-based-in-kumba-was-early/3582278748551817/>

   <https://mimimefoinfos.com/attack-at-garoua-bulai-bangui-corridor-leaves-truck-driver-dead-others-wounded/> [↑](#footnote-ref-5)
6. **Sources**:

   <https://www.camer.be/84597/11:1/crise-anglophone-une-video-montrant-des-militaires-camerounais-torturant-un-homme-choque-la-toile-cameroon.html>

   <https://www.journalducameroun.com/cameroun-torture-dun-civil-a-ndu-des-elements-des-forces-de-defense-et-de-securite-aux-arrets-cameroun/>

   [https://www.unmondeavenir.org/atrocite-et-acte-de-torture-sur-des-civils-dans-les-regions-du-nord-ouest-et-du-sud-ouest](https://www.unmondeavenir.org/atrocite-et-acte-de-torture-sur-des-civils-dans-les-regions-du-nord-ouest-et-du-sud-ouest/) [↑](#footnote-ref-6)
7. **Sources:**

   <https://www.journalducameroun.com/information-en-continue/cameroun/>

   <https://mimimefoinfos.com/douala-police-arrest-five-anglophone-filmmakers-mistaken-for-separatist-fighters/>

   <https://mimimefoinfos.com/douala-des-gendarmes-torturent-a-mort-un-vigile/>

   <https://actucameroun.com/2021/02/17/douala-les-gendarmes-torturent-a-mort-un-vigile/>

   <https://www.lebledparle.com/fr/societe/1118874-drame-des-gendarmes-torturent-a-mort-un-vigile-a-douala>

   Éléments de terrain collectés par l’ONG Un Monde Avenir

   [https://actucameroun.com/2021/02/20/douala-les-microbes-sont-de-retour](https://actucameroun.com/2021/02/20/douala-les-microbes-sont-de-retour/) [↑](#footnote-ref-7)
8. **Sources:**

   <https://www.youtube.com/watch?v=_FPCrTIvVfY&t=70s>

   https://mimimefoinfos.com/douala-govt-says-no-plan-to-resettle-nearly-500-people-rendered-homeless-by-demolition-exercise/ [↑](#footnote-ref-8)
9. **Sources** :

   Journal LE JOUR numéro 3359

   Les avocats des victimes

   Investigations propres de Stand Up For Cameroon

   https://www.hrw.org/fr/news/2020/12/14/cameroun-un-pas-vers-la-justice-pour-les-victimes-du-massacre-de-ngarbuh-0

   https://www.jeuneafrique.com/897311/politique/cameroun-22-villageois-dont-14-enfants-tues-selon-lonu/

   https://www.jeuneafrique.com/932498/politique/cameroun-le-gouvernement-reconnait-limplication-de-militaires-dans-le-massacre-de-ngarbuh/

   https://www.jeuneafrique.com/898186/politique/massacre-au-cameroun-lonu-exige-une-enquete-independante-impartiale/ [↑](#footnote-ref-9)
10. **Sources:**

    <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/26/cameroun-les-survivants-dune-agression-militaire-attendent-justice>

    *Communique de presse du Ministère de la défense du 02 mars 2021, N° 00198/ CP/ MINDEF/079*  [↑](#footnote-ref-10)
11. **Sources** :

    https://www.fidh.org/IMG/pdf/Rapport\_Cameroun\_ONDH\_2009\_BDef.pdf

    https://www.cases-rebelles.org/que-sest-il-passe-au-cameroun-du-23-au-29-fevrier-2008/

    www.cases-rebelles.org.

    http://fev2008cameroun.canalblog.com/

    Paul Biya fait face à des émeutes au Cameroun - Le Figaro - 27/02/2008

    Que s’est-il passé au Cameroun du 23 au 29 février 2008? -Cases Rebelles Novembre 2012

    EMEUTES DE FÉVRIER 2008 AU CAMEROUN : BIEN COMPRENDRE CE QUI S'EST PASSÉ. :: CAMEROON – Camer.be- 25 Feb 2015 16:00:05 [↑](#footnote-ref-11)
12. **Sources :**

    - Loi n° 2019/014 du 19 juillet 2019 sur la commission nationale des droits de l’homme du Cameroun

    - Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l’homme (les principes de paris)

    - Note d’information n°46/mci du 22 février 2021 : nomination des membres de la commission des droits de l'homme du Cameroun : encore une escroquerie gouvernementale ! (Mandela Center International)

    - Communiqué n°143 CAI /2019 : loi portant création, organisation, et fonctionnement de la commission des droits de l’homme du Cameroun : une escroquerie gouvernementale ! (Mandela Center International)

    - Communiqué n°144 CAII /2019 : promulgation de la loi portant création, organisation et fonctionnement de la commission des droits de l’homme : une trahison des pouvoirs publics ! (Mandela Center International)

    Journal KALARA N0 373 [↑](#footnote-ref-12)